

EMPREINTE SOCIO- ECONOMIQUE DU PROJET EMILI

IMERYYS



14 MAI 2024

UTOPIES®



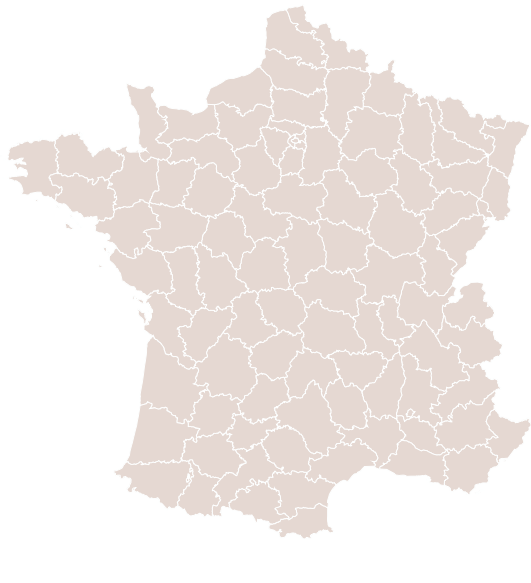
INTRODUCTION ET MÉTHODOLOGIE



LE PÉRIMÈTRE DES 4 EMPREINTES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Périmètre géographique et temporel

**Territoire national /
France métropolitaine***



*Hors DROM-COM

**Territoire « local » ** :
Allier + Puy-de-Dôme**



** Ces 2 départements accueilleraient les sites d'extraction (et de chargement, qui ont été assimilés dans cette étude) et de conversion.

**Phase
ingénierie /
construction**

Une année moyenne en phase d'ingénierie / construction a été retenue (à savoir la moyenne des flux transmis pour les années **2024 – 2028**).

La construction et l'exploitation de l'usine de démonstration est assimilée à cette phase.

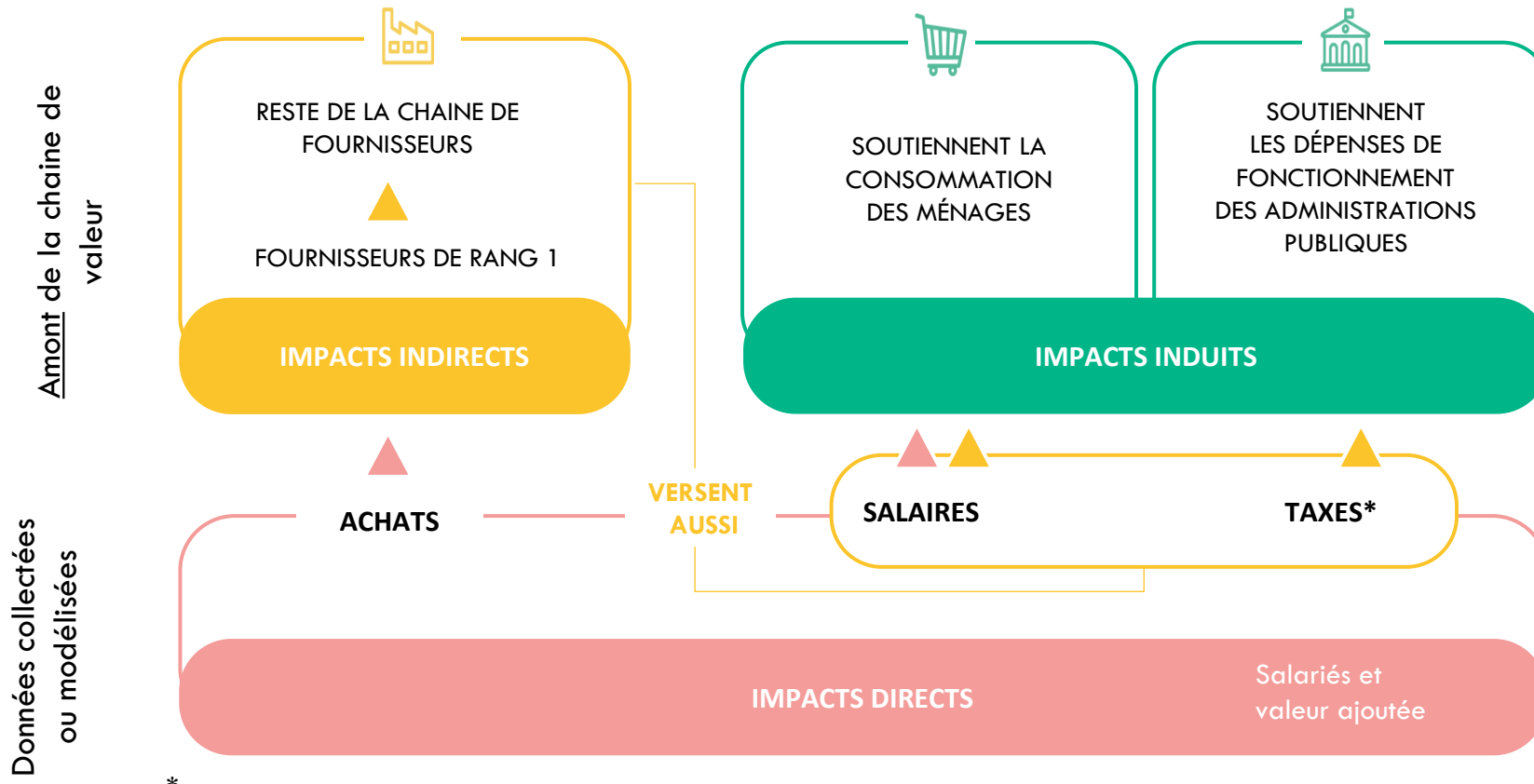
**Phase
exploitation**

Une « année type d'exploitation » des sites a été retenue (*l'année 2031 par exemple*)

AU-DELÀ DE L'IMPACT DIRECT DU PROJET EMILI, ÉVALUER SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES INDIRECTES ET INDUITES



Pour chacune des phases et territoires d'analyses, l'outil **modélise le fonctionnement de l'économie et quantifie les retombées « amont »** du projet EMILI sur la base des flux monétaires budgétés.



Ce périmètre d'impacts reflète un **poïds économique brut**, et est considéré comme non exhaustif.

En effet:

- La fiscalité directe est à ce stade non prise en compte dans cette étude (*)

- les flux « catalytiques » ne sont pas évalués comme ceux liés au tourisme d'affaires, au encore ceux liés aux impacts « aval » (par exemple la logistique en France une fois le minéral vendu)

FOCUS SUR L'OUTIL LOCAL FOOTPRINT®

Un modèle unique à 380 secteurs, calibré par territoire

REPRODUIRE
L'ÉCONOMIE RÉELLE, DE
MANIÈRE LA PLUS RÉALISTE
POSSIBLE

Fort de 500 références tous secteurs confondus depuis 2012, le modèle LOCAL FOOTPRINT® est construit à partir

- des **statistiques nationales et sectorielles** (INSEE),
- de la table « entrées-sorties » la plus détaillée au monde sur 380 secteurs (source BEA)
- et des travaux en économie régionale de l'université de Bristol



SOURCES PRINCIPALES DE DONNÉES ÉCONOMIQUES



Données comptables (production, valeur ajoutée, achats, emplois, salaires, etc.), Enquête budgets des ménages, Comptes de la nation, Agreste



Tables entrée-sortie 380 secteurs (Modèle RIMS II)



Tables entrée-sortie 62 secteurs, statistiques conso des ménages et administrations publiques, etc.

ALGORITHMES DE TERRITORIALISATION



Emplois par commune et par secteur



Université de West of England



Hamburg Institute of International Economics

LOCAL FOOTPRINT® intègre de nombreux algorithmes de territorialisation des TES issus des travaux en économie régionale les plus en avance dans ce domaine, à savoir ceux qui sous-tendent actuellement le modèle IMPLAN et le modèle fédéral américain RIMS II.

LA MÉCANIQUE D'ÉVALUATION LOCAL FOOTPRINT®

L'exemple des impacts indirects

Projet EMILI



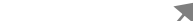
BTP



Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité



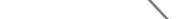
**Energie
Béton
Bois**



Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité



Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité



Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité



**Secteur
Secteur
Secteur
...**

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité



**Secteur
Secteur
Secteur
...**



**Secteur
Secteur
Secteur
...**

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

Salaires / ETP
Conso. intermédiaires
Fiscalité

IMERYS DÉPENSE 1 M€
CHEZ UN FOURNISSEUR
DE BTP
SITUÉ DANS L'ALLIER

POUR RÉPONDRE À CETTE COMMANDE, CE
FOURNISSEUR A BESOIN
DE MOBILISER 7 ETP, LOCALISÉS DANS L'ALLIER

POUR RÉPONDRE À CETTE COMMANDE, CE FOURNISSEUR DOIT ÉGALEMENT
S'ADRESSER A D'AUTRES FOURNISSEURS DANS LE SECTEUR « X », « Y », « Z » À
HAUTEUR DE 400K€ DANS L'ALLIER, LES DÉPARTEMENTS VOISINS ET LE RESTE
DE LA FRANCE

CES 400K€ VONT SOUTENIR À
LEUR TOUR L'ÉQUIVALENT DE 6
ETP DANS LES DÉPARTEMENTS
IMPACTÉS

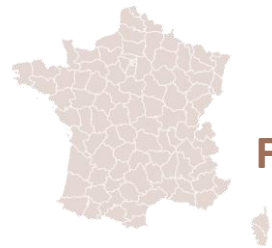
CES COMMANDES
VONT SOUTENIR À
LEUR TOUR.....



CHAQUE ANNÉE LE PROJET EMILI SOUTIENDRAIT...

En phase
ingénierie /
construction

En phase
exploitation



EN
FRANCE

189 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
FRANÇAIS

3 120 ETPs SOUTENUS

195 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
FRANÇAIS

4 780 ETPs SOUTENUS



EN ALLIER
ET
PUY-DE-
DÔME

44 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
LOCAUX (soit 23% du total national)

530 ETPs SOUTENUS
(soit 17% du total national)

69 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
LOCAUX (soit 35% du total national)

1 510 ETPs SOUTENUS
(soit 32% du total national)

CHAQUE ANNÉE LE PROJET EMILI SOUTIENDRAIT...

En phase
ingénierie /
construction

En phase
exploitation



189 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
FRANÇAIS

195 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
FRANÇAIS

3 120 ETPs SOUTENUS

4 780 ETPs SOUTENUS



44 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
LOCAUX (soit 23% du total national)

69 M€ D'ACHATS
AUPRÈS DE FOURNISSEURS
LOCAUX (soit 35% du total national)

530 ETPs SOUTENUS
(soit 17% du total national)

1 510 ETPs SOUTENUS
(soit 32% du total national)

1510 EMPLOIS SERAIENT SOUTENUS LOCALEMENT CHAQUE ANNÉE D'EXPLOITATION



EN ALLIER
ET PUY-DE-
DÔME

ACHATS
69 M€
D'ACHATS
AUPRÈS DE
FOURNISSEURS
LOCAUX
(soit 35% du total
national)

RICHESSE GÉNÉRÉE
363 M€
DE CONTRIBUTION
ANUELLE
AU PIB LOCAL
(soit 54% du total
national)

L'ÉQUIVALENT CHAQUE
ANNÉE DE

1 510

EMPLOIS (EQUIVALENT TEMPS PLEIN)
(soit 32% du total national)

En phase
exploitation

Top 5 secteurs d'achat local

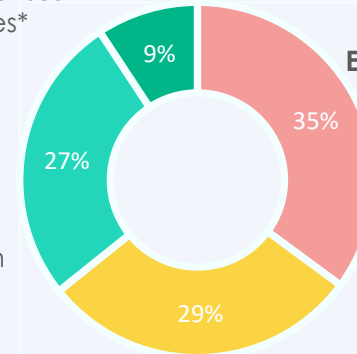
	Montant dépensé en local	% d'achat local sur la dépense totale
Energie	24 M€	47%
Bâtiment, travaux publics	18 M€	44%
Services Urbains	14 M€	50%
Transports / Logistique	11 M€	39%
Chimie	0,6 M€	1%

x3

Pour 1 emploi direct du projet EMILI, 2 emplois supplémentaires seraient soutenus en **Allier et Puy-de-Dôme**.

140
EMPLOIS INDUITS
Par les dépenses publiques*

400
EMPLOIS INDUITS
Par la consommation des ménages



530
EMPLOIS DIRECTS

440
EMPLOIS INDIRECTS
Dans la chaîne des fournisseurs

Ces résultats présentent un poids économique brut (hors impacts catalytiques) et ont valeur d'estimation en ordre de grandeur

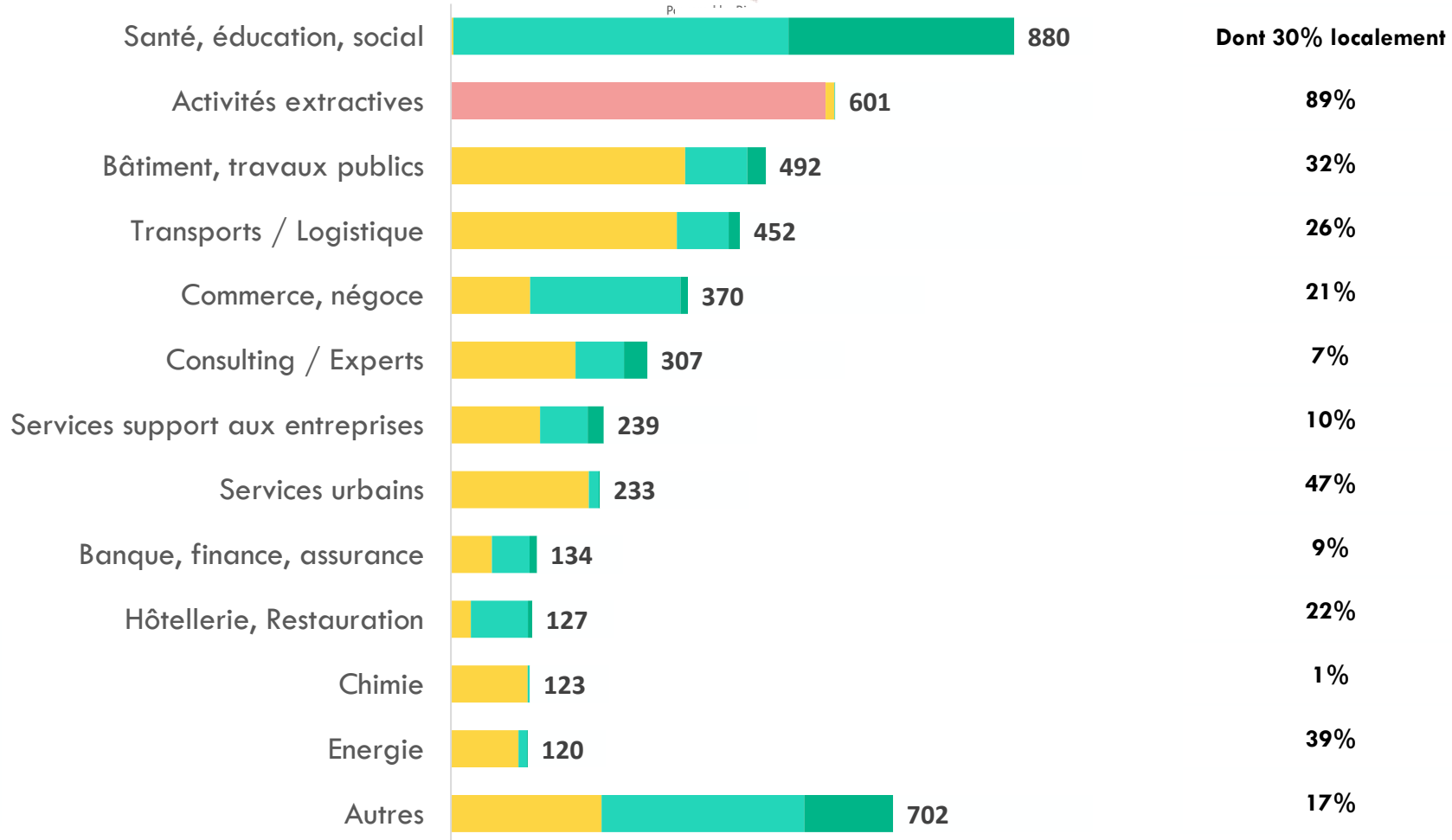
*Auxquelles pourront s'ajouter les retombées liées à la fiscalité directe du projet, non incluses à l'étude.

4780 EMPLOIS SERAIENT SOUTENUS EN FRANCE CHAQUE ANNÉE D'EXPLOITATION (DONT 32% LOCALEMENT)

En phase exploitation

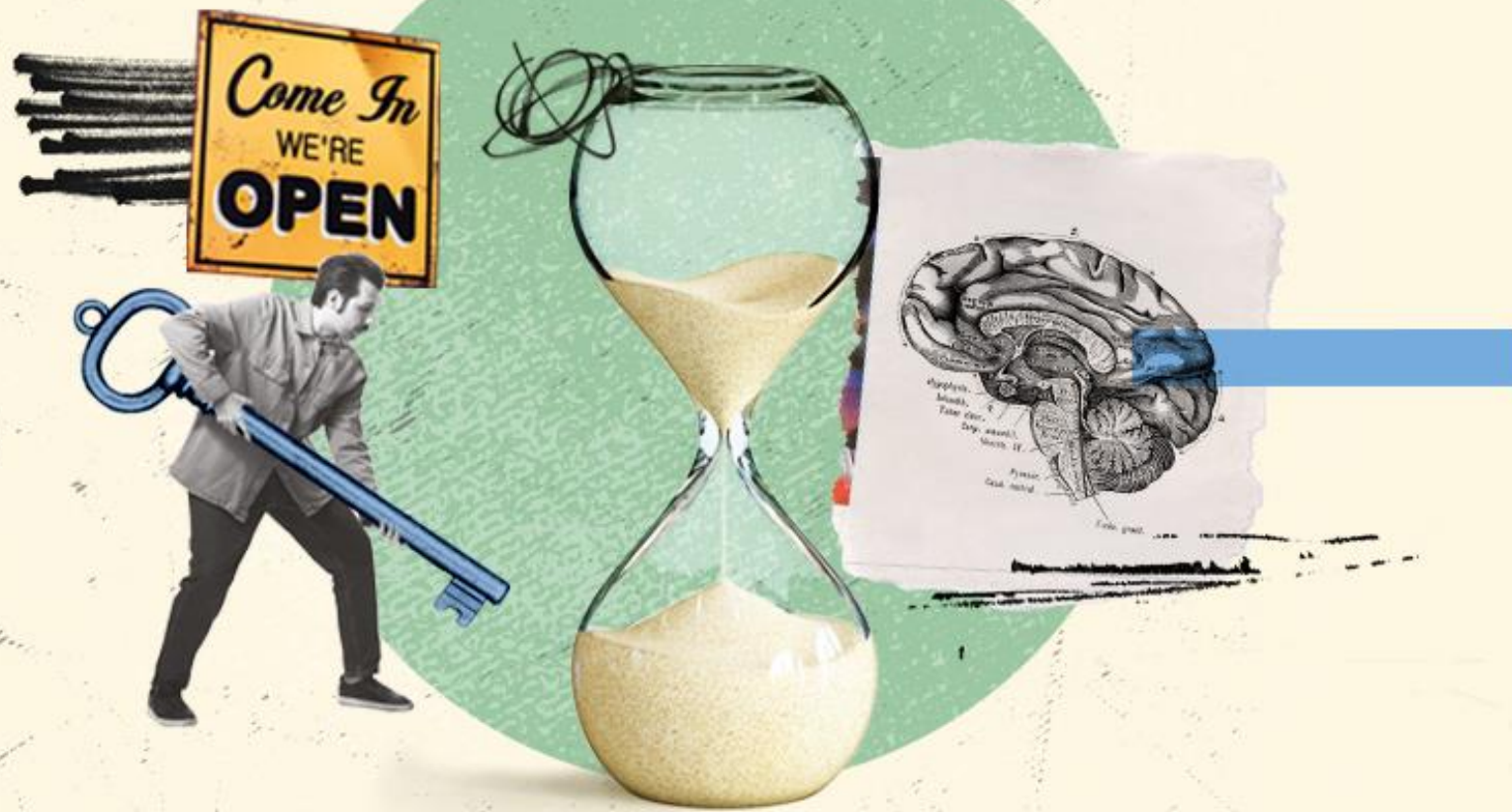
Emplois soutenus, détail par secteur et type d'impact

- Emplois directs
- Emplois indirects
- Emplois induits par la consommation des ménages
- Emplois induits par les dépenses des administrations publiques



→ La stratégie d'ancrage locale permet de maximiser les retombées locales

MAXIMISER SON EMPREINTE ÉCONOMIQUE



DYNAMISER L'ÉCONOMIE LOCALE : RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Ainsi, le projet permettrait de soutenir des activités qui bénéficieraient à l'ensemble des acteurs du territoire:

Renforcer le fonctionnement des Services publics
(Santé, Education, Social, Administrations publiques)

Redynamiser des secteurs du BTP/ Immobilier par la construction/réhabilitation de logements et de bâtiments industriels

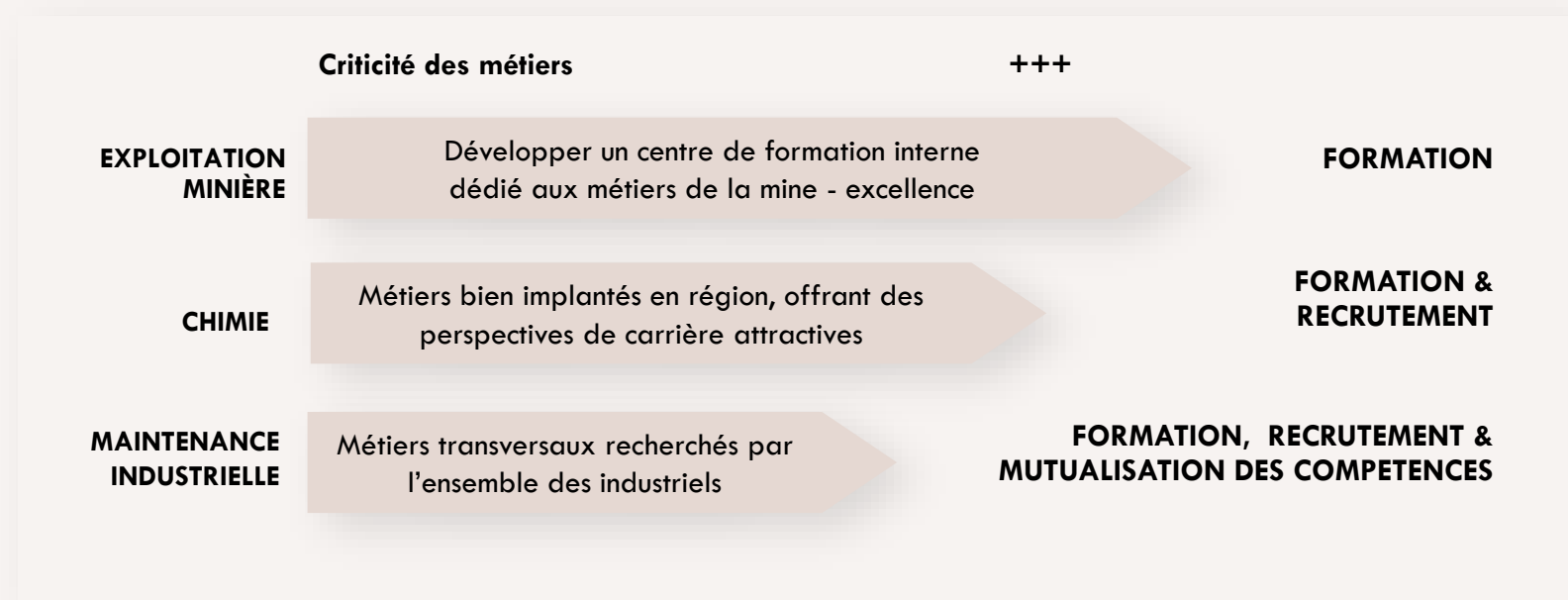
Stimuler les activités de Commerces, Café Hotels Restaurants (et leurs activités amonts agricoles et agro-alimentaires), mais aussi **les activités de services**

Soutenir les activités des entreprises du tissu industriel : Chimie, Fabrication de machines et équipements, **et les entreprises de services** : Conseil, experts, Services support aux entreprises

Pour autant, le projet peut aussi d'une certaine manière déstabiliser le tissu économique existant et les compétences locales

Le projet devrait adopter une **stratégie contributive** à l'égard du vivier de compétences locales : **se donner les moyens d'attirer** vers les métiers recherchés et accompagner la formation

Le projet pourrait constituer une locomotive pour développer une **dynamique collective de développement des compétences industrielles sur le territoire.**



FAIRE DU PROJET UN MOTEUR POUR L'ÉCONOMIE LOCALE ET PLUS LARGEMENT LA PROSPÉRITÉ LOCALE

L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PROJET EMILI A ÉTÉ MENÉE DANS UNE PERSPECTIVE DE MAXIMISATION DE L'ANCRAGE LOCAL



>> **Développer l'emploi et les compétences** sur le territoire en se rendant visible et attractif auprès de personnes qui n'avaient pas conscience des opportunités professionnelles de l'industrie

>> **Faciliter l'installation** dans un contexte de faible densité de population et d'éloignement des villes moyennes

>> **Développer les infrastructures locales** afin de renforcer l'attractivité du territoire et la qualité de vie des habitants, en assurant notamment la mobilité des personnes vers les lieux de formation et les deux sites EMILI)

>> Activer les **coopérations avec les entreprises locales** pour développer l'économie (et le tourisme) tout en renforçant sa performance et sa « circularité »

DES REMARQUES OU DES QUESTIONS ?

UTOPIES ©

25 RUE TITON 75011 PARIS
TEL +33 (0)1 40 29 43 00
UTOPIES.COM

Entreprise



Certifiée

MERCI

**L'utopie, c'est l'avenir
qui s'efforce à naître.
La routine, c'est le
passé qui s'obstine
à vivre.**

Victor Hugo



ANNEXES

UTOPIES : PREMIÈRE AGENCE INDÉPENDANTE DE CONSEIL EN STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

30

ANS

Co-fondée par
Elisabeth Laville en 1993,
initialement sous forme
associative

65

COLLABORATEUR.ICE.S

Experts et expertes
de la stratégie et de la
transformation RSE
à 360°

OUVRIR DE NOUVELLES VOIES



Première entreprise certifiée B Corp en France en 2014, Société à Mission et ESUS depuis 2020, #1 au classement Great Place to Work France en 2019 et 2021

FAIRE AVANCER LE
**MOUVEMENT DES
ENTREPRISES A
IMPACT POSITIF**

...ET UTILISER NOTRE
ENTREPRISE COMME
**LABORATOIRE DE
CETTE VISION
INNOVANTE**

>7,7 M€

De chiffre d'affaires en
2023

+250

CLIENTS

Start-up, ETI, groupes
du CAC40, collectivités
et territoires : UTOPIES
accompagne tous les
acteurs et les secteurs

FAIRE AVANCER LES
PRATIQUES

FAIRE AVANCER LES
CONSCIENCES

UTOPIES®
ANS

LES 5 AXES POUR ACCOMPAGNER LES ORGANISATIONS DANS LA TRANSITION



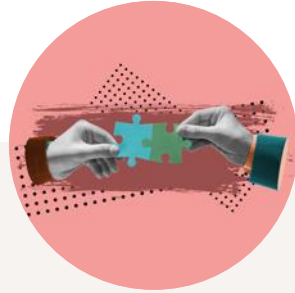
RSE 2.0 ●

Définir des stratégies RSE impactantes, ambitieuses et transformatives, identifier les enjeux, définir des indicateurs pertinents et innovants pour reporter sur sa démarche.



Transformation ●

Accompagner le changement de business model des entreprises en leur permettant de mettre sur le marché une offre mieux-disante de produits et/ou de services.



Marques Positives ●

Définir des stratégies de marques qui connectent les raisons d'être à l'offre de produits et de services, le discours aux actes.



Climat & Nature ●

Quantifier l'empreinte économique et environnementale d'un acteur à l'échelle de son territoire, définir une stratégie climat et biodiversité



Local ●

Travailler les stratégies RSE à l'échelle locale, renforcer la collaboration et les interactions entre la sphère du public et du privé.



ENTREPRISES | COLLECTIVITÉS | COALITIONS



207 M€ INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE PENDANT UNE ANNÉE MOYENNE EN PHASE D'INGÉNIERIE-CONSTRUCTION

Phase
ingénierie /
construction

L'étude prend en compte l'essentiel des flux économiques injectés par l'entreprise en France : masse salariale et achats (hors fiscalité). Leurs répercussions sont ensuite tracées dans **380 secteurs** économiques, **par région et département** en France.

L'outil LOCAL FOOTPRINT® permet une double lecture de votre empreinte socio-économique, avec des indicateurs en **emplois soutenus** d'une part (en équivalent temps pleins) et en **richesse créée** (ou PIB) d'autre part.

Valeur ajoutée

Non prise en compte dans l'étude

ETP

Salariés en France : 172 ETP

Achats

Données reçues : 293 M€
• Exclusion des achats à l'étranger : 104 M€ (35% du total reçu)
Achats sur une année moyenne, injectés dans le modèle : 189 M€

Masse salariale

Rémunérations : 18,5 M€ (dont 41% est injectée localement).

Fiscalité

Non prise en compte dans l'étude

IMPACTS DIRECTS

IMPACTS INDIRECTS

IMPACTS INDUITS
PAR LES MÉNAGES

IMPACTS INDUITS
PAR LES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES

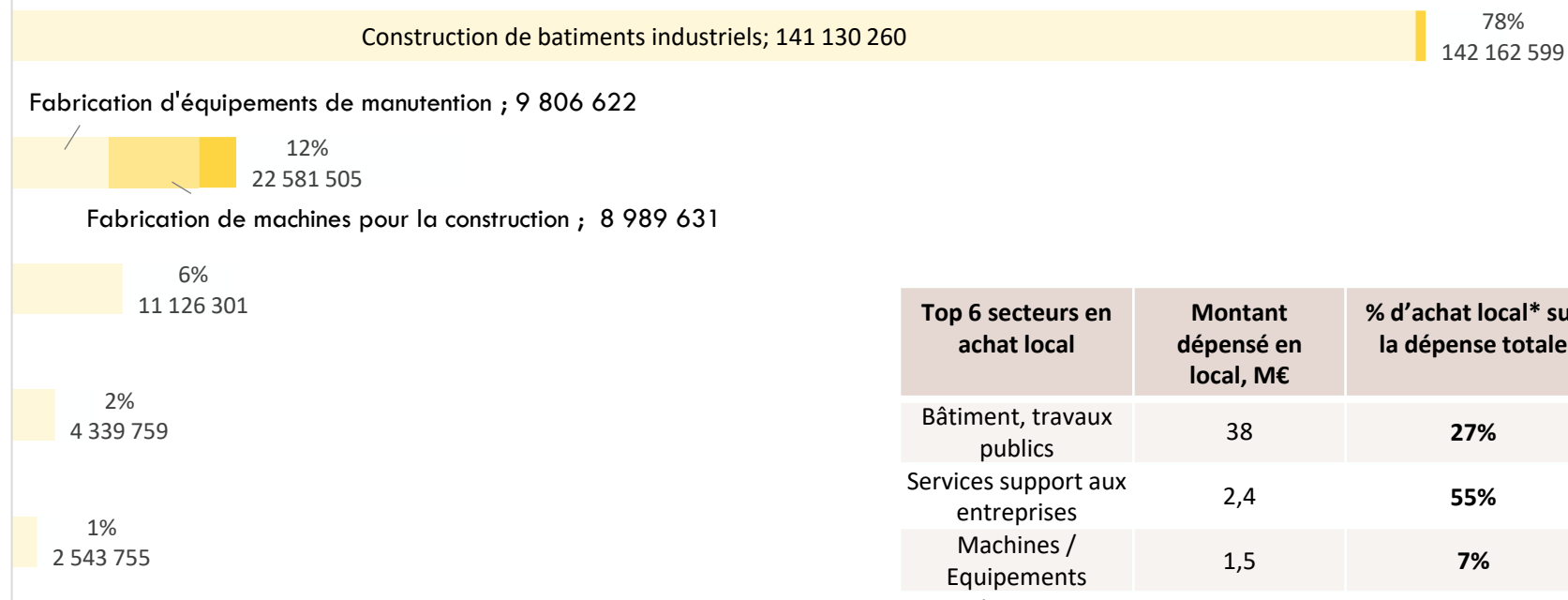
4 SECTEURS RECOUVRENT 98% DES ACHATS, 23% DES DÉPENSES SERAIENT LOCALES

Phase
ingénierie /
construction

**98% des
achats**

Bâtiment, travaux publics
Machines / Equipements
Consulting / Experts
Services support aux entreprises
Autres

189 M€ d'achats, détail par secteur*



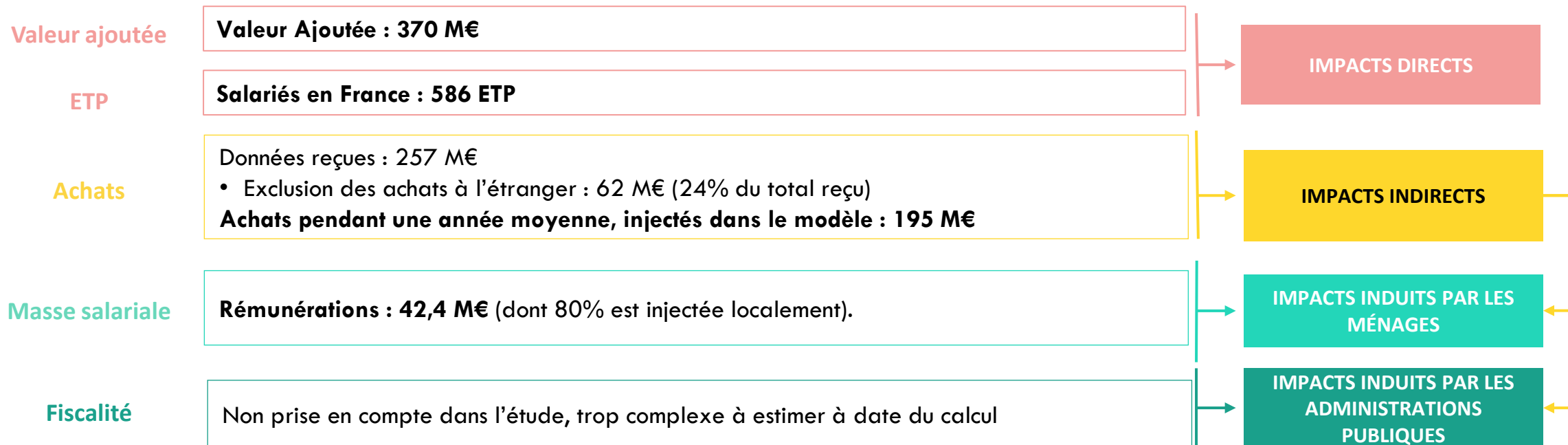
Top 6 secteurs en achat local	Montant dépensé en local, M€	% d'achat local* sur la dépense totale
Bâtiment, travaux publics	38	27%
Services support aux entreprises	2,4	55%
Machines / Equipements	1,5	7%
Hôtellerie, Restauration	0,7	45%
Transports / Logistique	0,3	34%
Métallurgie	0,2	40%
TOTAL LOCAL	44	23%
TOTAL FRANCE	189	

237 M€ INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE PENDANT UNE ANNÉE MOYENNE D'EXPLOITATION

Phase
exploitation

L'étude prend en compte l'essentiel des flux économiques injectés par l'entreprise en France : masse salariale et achats (hors fiscalité). Leurs répercussions sont ensuite tracées dans **380 secteurs** économiques, **par région et département** en France.

L'outil LOCAL FOOTPRINT® permet une double lecture de votre empreinte socio-économique, avec des indicateurs en **emplois soutenus** d'une part (en équivalent temps pleins) et en **richesse créée** (ou PIB) d'autre part.

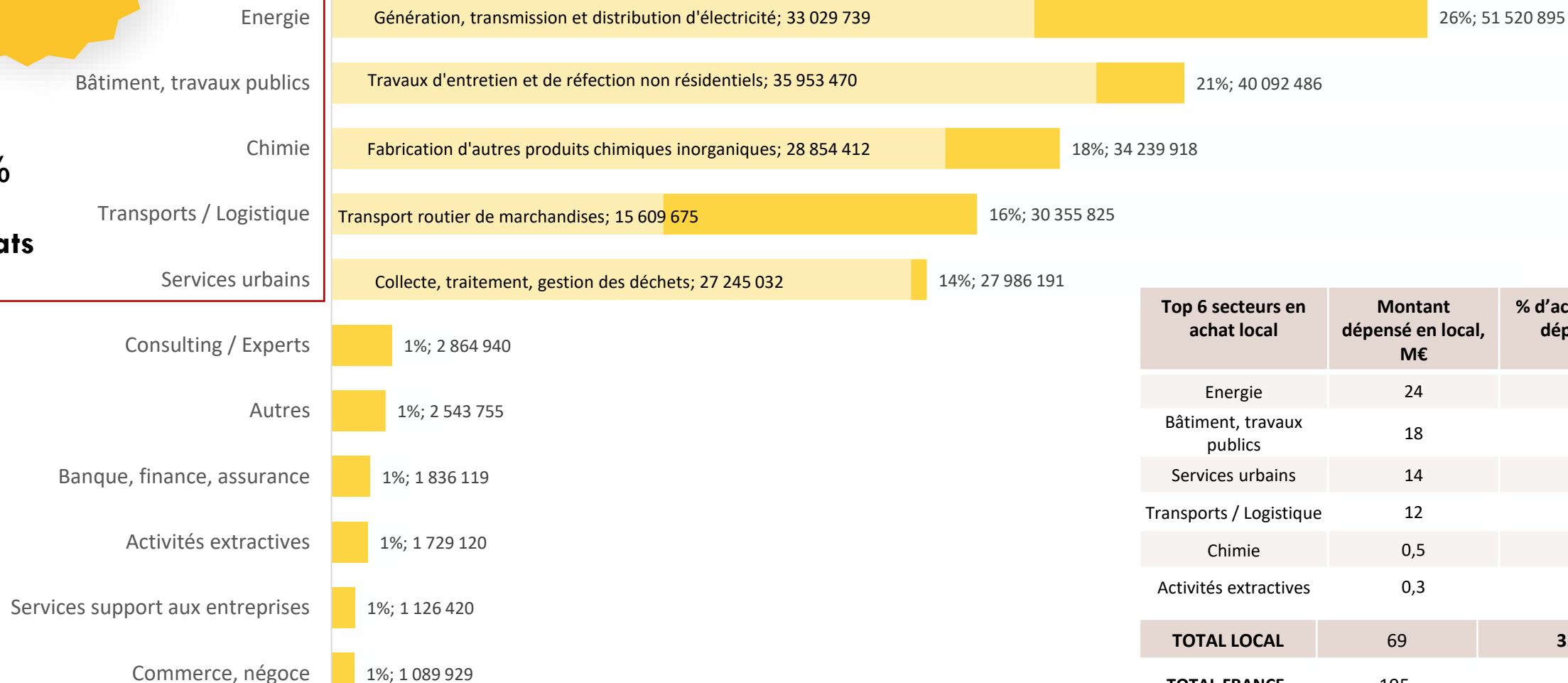


5 SECTEURS RECOUVRERAIENT 94% DES ACHATS 35% DES DÉPENSES SERAIENT LOCALES

195 M€ d'achats, détail par secteur

Phase exploitation

94%
des
achats



Top 6 secteurs en achat local	Montant dépensé en local, M€	% d'achat local sur la dépense totale
Energie	24	47%
Bâtiment, travaux publics	18	44%
Services urbains	14	50%
Transports / Logistique	12	39%
Chimie	0,5	1%
Activités extractives	0,3	17%
TOTAL LOCAL	69	35%
TOTAL FRANCE	195	

CHAQUE ANNÉE EN PHASE D'INGÉNIERIE-CONSTRUCTION ...



EN
FRANCE

ACHATS
189 M€
D'ACHATS
AUPRÈS DE
FOURNISSEURS
FRANÇAIS

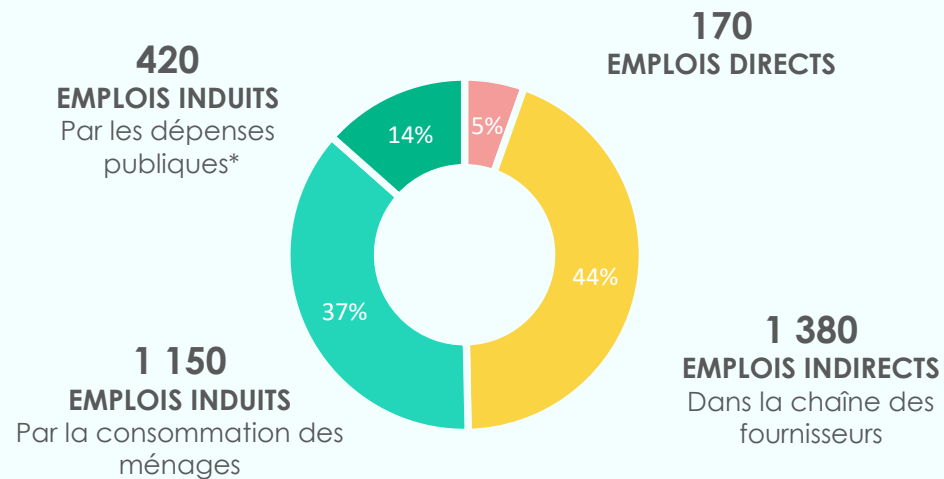
RICHESSÉ GÉNÉRÉE
211 M€
DE CONTRIBUTION
ANUELLE
AU PIB NATIONAL

L'ÉQUIVALENT
CHAQUE ANNÉE DE

3 120

EMPLOIS (EQUIVALENT TEMPS PLEIN)

Phase
ingénierie /
construction



Ces résultats
présentent un
poids économique
brut et ont valeur
d'estimation en
ordre de
grandeur

*Auxquelles pourront s'ajouter les retombées liées à la fiscalité directe du projet, non incluse à l'étude.

CHAQUE ANNÉE EN PHASE D'INGÉNIERIE-CONSTRUCTION ...



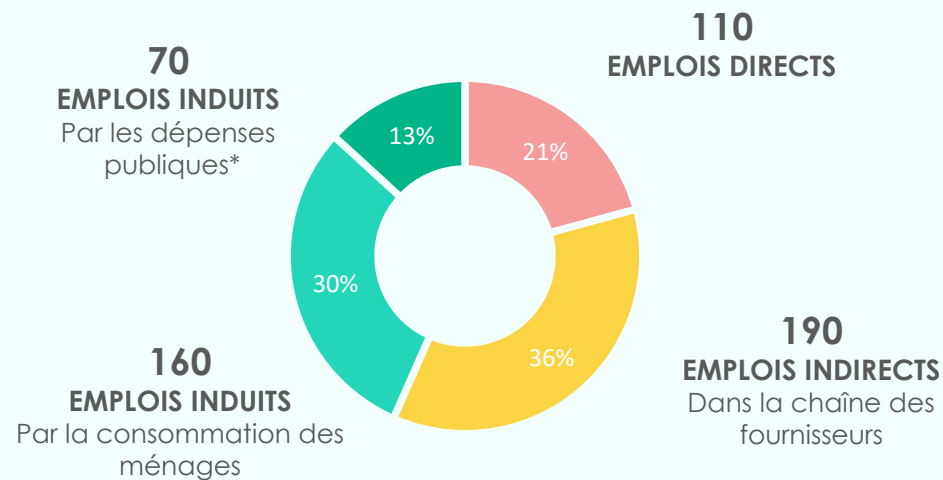
EN ALLIER
ET PUY DE
DÔME

ACHATS
44 M€
(23%)
D'ACHATS
AUPRÈS DE
FOURNISSEURS
LOCAUX

RICHESSSE GÉNÉRÉE
31 M€
(14%)
DE CONTRIBUTION
ANUELLE
AU PIB NATIONAL

L'ÉQUIVALENT CHAQUE
ANNÉE DE
530 (17%)
EMPLOIS (EQUIVALENT TEMPS PLEIN)

Phase
ingénierie /
construction



Ces résultats
présentent un
poids économique
brut et ont valeur
d'estimation en
ordre de
grandeur

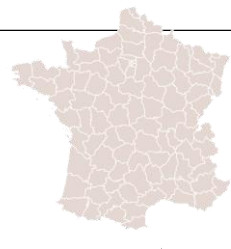
*Auxquelles pourront s'ajouter les retombées liées à la fiscalité directe du projet, non incluse à l'étude.

3120 EMPLOIS SERAIENT SOUTENUS ANNUELLEMENT DONT 17% LOCALEMENT

Phase
ingénierie /
construction

Emplois
soutenus,
détail par
secteur et type
d'impact

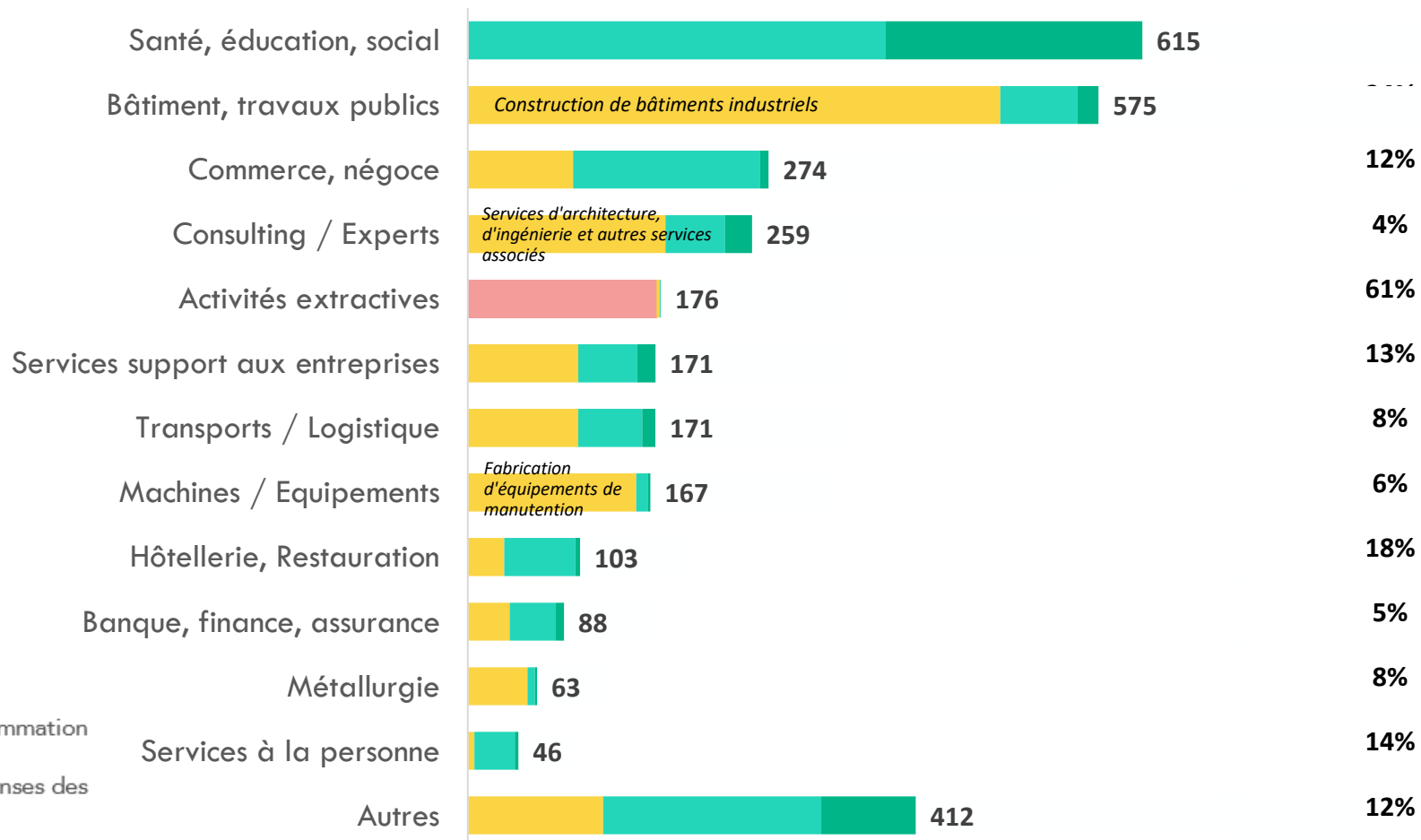
- Emplois directs
- Emplois indirects
- Emplois induits par la consommation des ménages
- Emplois induits par les dépenses des administrations publiques



EN
FRANCE



EN ALLIER
ET PUY DE
DÔME



→ Renforcer
la présence de
ces activités
localement
permettrait
de maximiser
les retombées
locales

POUR UNE ANNÉE MOYENNE EN EXPLOITATION...



EN FRANCE

ACHATS

195 M€

D'ACHATS AUPRÈS DE FOURNISSEURS FRANÇAIS

RICHESSÉ GÉNÉRÉE

663 M€

DE CONTRIBUTION ANUELLE AU PIB NATIONAL EN EXPLOITATION

L'ÉQUIVALENT CHAQUE ANNÉE DE

4 780

EMPLOIS (EQUIVALENT TEMPS PLEIN)



Phase exploitation

Top 5 secteurs d'achat

Montant dépensé en France

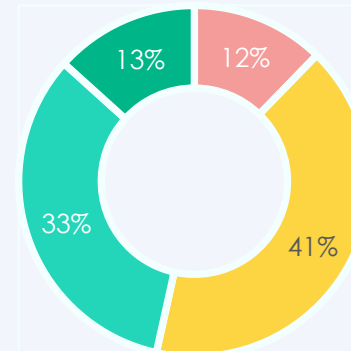
Energie	51,5 M€
Bâtiment, travaux publics	40,1 M€
Chimie	34,2 M€
Transports / Logistique	30,4 M€
Services urbains	28,0 M€

x8

Pour 1 emploi direct du projet EMILI, 7 emplois supplémentaires seraient soutenus en France.

640 EMPLOIS INDUITS
Par les dépenses publiques*

1 580 EMPLOIS INDUITS
Par la consommation des ménages



590 EMPLOIS DIRECTS

1 970 EMPLOIS INDIRECTS
Dans la chaîne des fournisseurs

Ces résultats présentent un poids économique brut et ont valeur d'estimation en ordre de grandeur

*Auxquelles pourront s'ajouter les retombées liées à la fiscalité directe du projet, non incluse à l'étude.

PRÉCISIONS SUR LES RETOMBÉES NATIONALES PROBABLES LIÉES A FISCALITÉ DIRECTE POTENTIELLE

Phase
exploitation

A date de modélisation de l’empreinte socio-économique, les hypothèses concernant la fiscalité directe du projet, trop incertaines, ont conduit à écarter ces flux.
Les résultats sont donc minorés.

La fiscalité directe permettrait de soutenir entre de 1% à 10% d’emplois totaux supplémentaires

(soit de 50 à 500 supplémentaires possibles sur le total de 4780)

*grâce aux dépenses publiques liés à la fiscalité directe du projet ***

**A DATE : 640 EMPLOIS INDUITS
MODELISÉS EN FRANCE**

par les dépenses publiques liés à la fiscalité acquittée dans la chaîne de fournisseurs



** première estimation en ordre de grandeur tenant compte de la redevance minière, de l’impôt sur les sociétés (inconnu) et du niveau observé dans les autres études de ce type menées avec LOCAL FOOTPRINT® depuis 10 ans.

L'OUTIL LOCAL FOOTPRINT®

Outil statistique d'évaluation de l'impact socio-économique de type RIMS (Regional Input-Output Multipliers), ce modèle leader agrège différents modules d'analyse territoriale et sectorielle en complément de tables « Entrées-Sorties ».

Il reproduit de manière la plus vraisemblable possible le fonctionnement de l'économie des territoires et a recours à différentes sources : les données statistiques d'Eurostat, de l'INSEE et du BEA avec un niveau de détail sur 380 secteurs, un calibrage local effectué en tenant compte de la particularité de la zone analysée (données INSEE d'emplois par secteur d'activités) et tenant compte des coefficients de localisation (Université de Bristol).

Ce modèle et ses résultats ont été audités ou soumis à contre-expertises à diverses reprises depuis 2013 par des institutions privées et publiques (INSEE, EY, KPMG...) lors de missions variées, en France et à l'international. Il a servi depuis 2013 dans plus de 500 missions d'impacts de tous secteurs (infrastructures, industries, énergie, banque, etc.) et tous territoires (maille communale, régionale, pays, monde), pour des études socio-économiques comme environnementales.

DEFINITIONS

Impacts directs : emplois salariés et valeur ajoutée du projet EMILI.

Impacts indirects : emplois soutenus et valeur ajoutée générée sur la chaîne de fournisseurs.

Impacts induits : emplois soutenus et valeur ajoutée générée par la consommation des ménages et par les dépenses des administrations publiques.

Effet Multiplicateur : expression de la relation entre les impacts directs et les impacts indirects et induits qu'ils génèrent. Il se calcule en divisant les emplois soutenus totaux (directs + indirects + induits) par les emplois directs.

LIMITES DE L'ÉTUDE

L'étude estime l'ordre de grandeur du poids socio-économique brut du projet EMILI en France exclusivement (hors DROM COM). La fiabilité des résultats du modèle dépend de celle des données des tableaux entrées/sorties, tableaux qui sont par ailleurs une représentation comptable des interactions économiques pour une année donnée. Le modèle ne prend donc pas en considération la notion de temps. Il s'agit d'une représentation « statique » de l'économie à un instant t, à la suite d'un « choc » de dépenses. La fonction de production d'un secteur d'activité donné est fixe et il y a absence d'économie d'échelle. Le modèle ne tient pas compte du phénomène de rareté des ressources. LOCAL FOOTPRINT® est un modèle linéaire. Toutes choses étant égales par ailleurs, un choc de 10 M€ d'un secteur productif est égal à 10 chocs de 1M€ du même secteur.

Les impacts économiques nets ne sont pas calculés, comme les coûts éventuels - liés directement ou indirectement à l'activité du projet - sur la santé de la population, les impacts sur le dérèglement climatique et sur la biodiversité, ou encore sur la pollution de l'air ou des sols.

De manière spécifique à l'étude, il faut noter que :

- Aucune modélisation n'a été menée pour actualiser les flux à la même année. En d'autres termes, les flux en 2031 ont été considérés équivalents à ceux de 2023 avec des euros annoncés dans une étude de pré-cadrage réalisée en 2023.
- Pour l'étude des flux futurs du projet, les modélisations prospectives se sont basées sur des statistiques décrivant l'économie en 2019 toutes choses égales par ailleurs. Aucune estimation n'a été menée pour faire évoluer le territoire à l'aune de scénario prospectif supplémentaire lors des années d'impacts du projet.

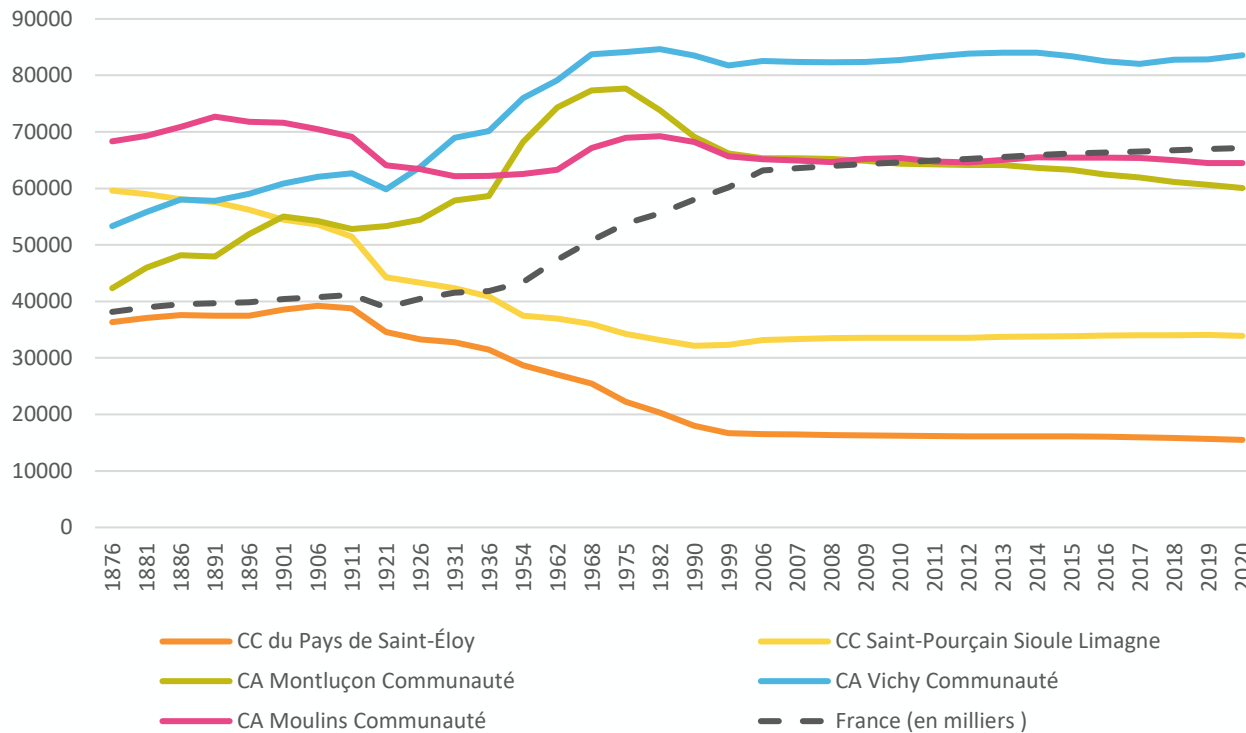
Ces hypothèses sont très fortes et le lecteur doit être attentif à ces limites et considérer les résultats en ordre de grandeur comportant une marge d'erreur importante compte tenu des limites inhérentes à ces exercices d'analyse prospective.

DÉPRISE DÉMOGRAPHIQUE ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

- Le phénomène d'exode rural est très marqué dans les territoires les plus ruraux : débuté dans les années 1910, et continu jusque dans les années 2000, ce phénomène est désormais stabilisé. **Ce sont des territoires qui voient leur population vieillir significativement**, notamment la CC du Pays de St Eloi, plus rapidement que le territoire national.

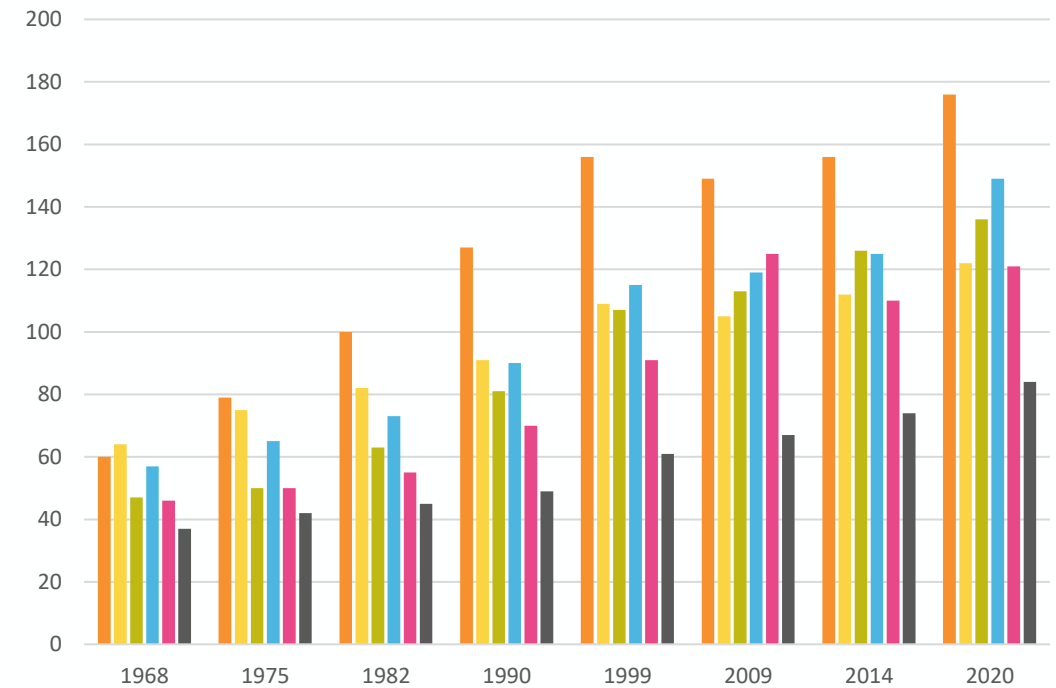
- Dans la CC de Montluçon, on observe une forte croissance de la population dans les années 30 à 70, puis une déprise démographique importante dans les années 80, phénomène qui s'est ralenti ensuite : la tendance reste néanmoins à la baisse encore aujourd'hui. Ce phénomène est également observé à Vichy et Moulin, mais dans des proportions moins importantes.

La population de 1876 à nos jours



Source : Insee, RP 1876-2017

Combien de personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans ?



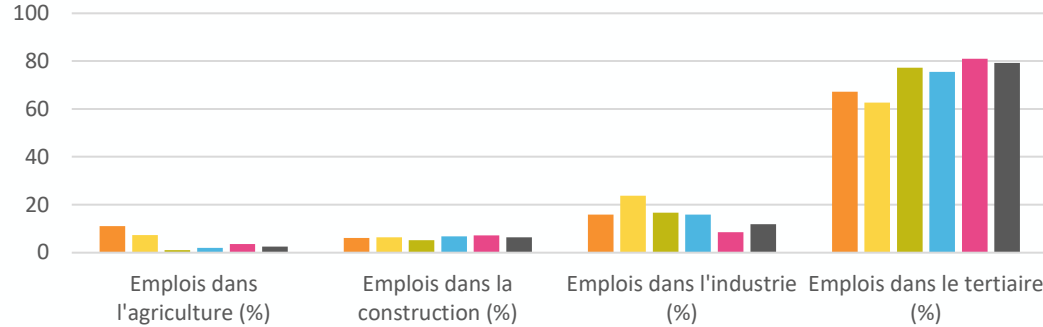
Source : Insee, RP

DES TERRITOIRES PEU DYNAMIQUES ÉCONOMIQUEMENT

- La CC du Pays de Saint Eloi et celle de Saint-Pourçain Sioule Limagne sont – plus que les autres territoires – tournées vers les emplois **agricoles et industriels** (le secteur tertiaire reste majoritaire). Les CA de Montluçon, Vichy, Moulins ont une structure d'emploi nettement plus proche du territoire national.

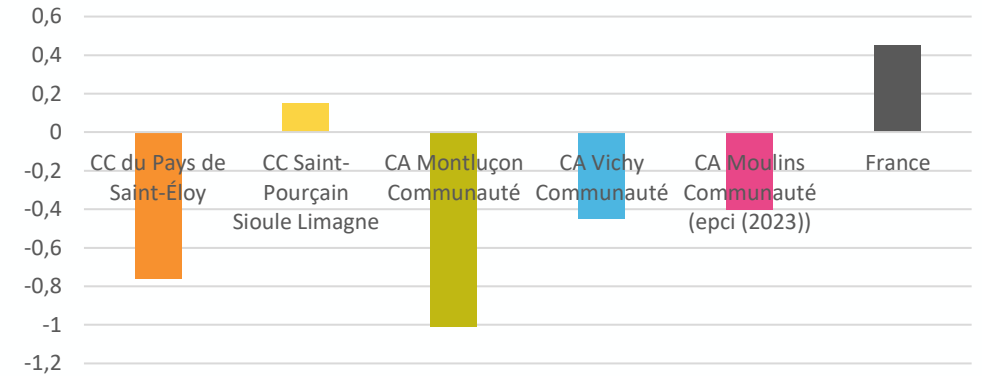
- La CC de Saint-Pourçain Sioule Limagne se démarque par un taux de création d'emploi positif (2014-2020), contrairement à l'ensemble des autres territoires étudiés, mais qui reste en deçà de la moyenne nationale.

Dans quels secteurs d'activité les emplois locaux sont-ils spécialisés ?



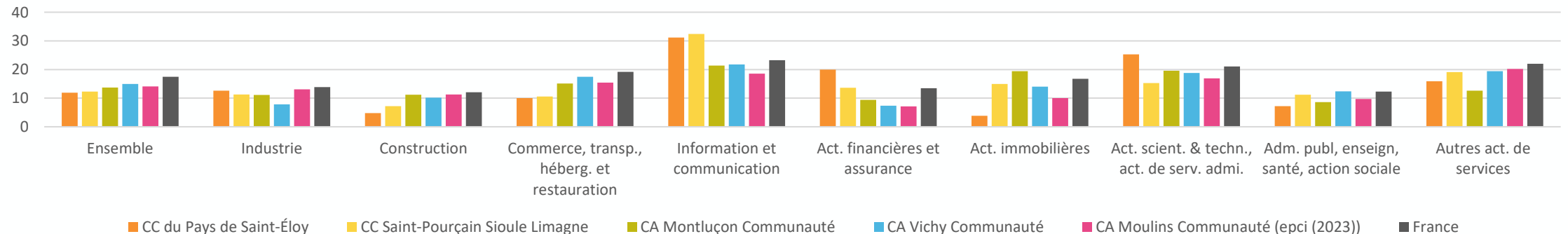
Source : Insee, RP - 2020

Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi



Source : Insee, RP - 2014-2020

Taux de création d'entreprises



Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements (REE) - 2021

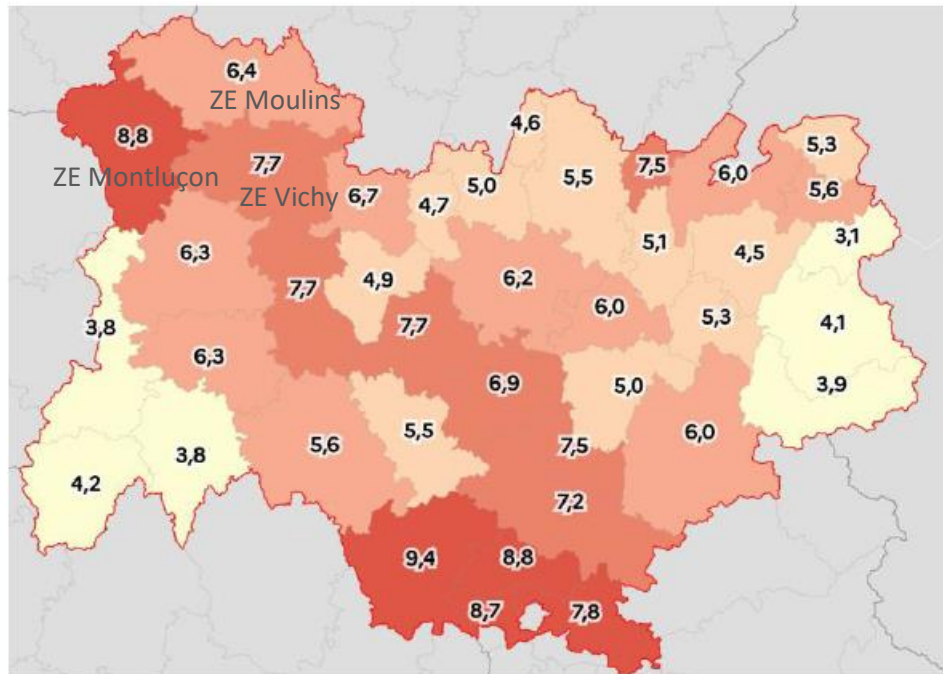
UN TAUX DE CHÔMAGE ÉLEVÉ, ET QUI TOUCHE EN PARTICULIER LES PLUS DE 55 ANS

- Les données les plus récentes sur le chômage (T2 2023) font ressortir la zone d'emploi de Montluçon comme l'une où le taux de chômage est le plus fort de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

- Le taux de chômage des CA de Montluçon et Vichy est plus fort que la moyenne nationale. Il est particulièrement plus fort parmi les plus de 55 ans.
- Dans les territoires les plus ruraux, le taux de chômage résiste bien, et se situe à des niveaux similaires ou inférieurs à la moyenne nationale, hormis le taux de chômage des plus de 55 ans dans la CC du pays de Saint Eloi (à lier avec le phénomène de vieillissement de population) . Ce phénomène ne s'observe pas dans la CC de Saint-Pourçain Sioule Limagne, plus dynamique.

Taux de chômage du 2ème trimestre 2023 par zones d'emploi (Découpage 2020)

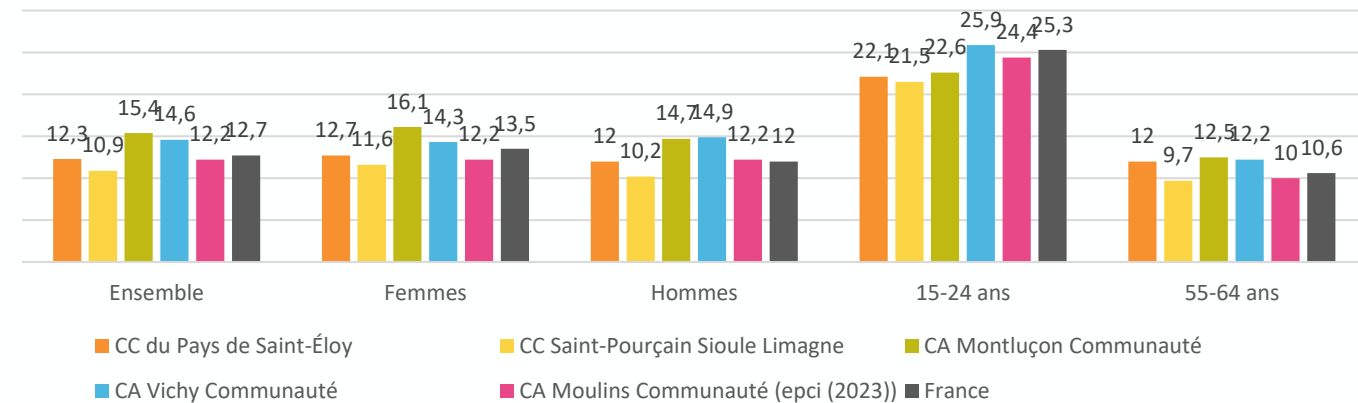
Moyenne régionale – 6,6%



Source : INSEE Taux de chômage localisé Découpage ZE2020

© Déoip 2022 - IGN Admin Express

Taux de chômage



Source : Insee, RP - 2020

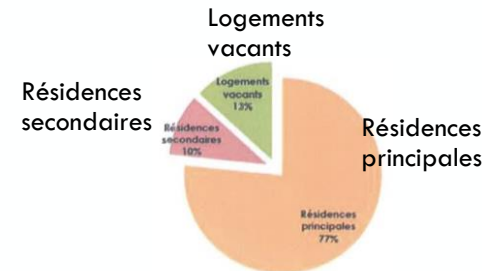
FACILITER L'INSTALLATION DANS UN CONTEXTE DE FAIBLE DENSITÉ DE POPULATION ET D'ÉLOIGNEMENT DES VILLES MOYENNES

1. Développer une capacité d'accueil à proximité immédiate des deux sites pour apporter une réponse au besoin d'accueil des primo-arrivants (avant leur déménagement définitif), des personnels présents à la semaine ou temporaires.
2. Soutenir la réhabilitation de logements vacants et la création de nouveaux logements dans les communes alentour des deux sites pour contribuer à la revitalisation du territoire, faire de l'accès au logement un levier d'attractivité pour les recrutements et offrir une palette résidentielle élargie.

CATÉGORIES DE LOGEMENTS

CC Saint-Pourçain-Sioule-Limagne

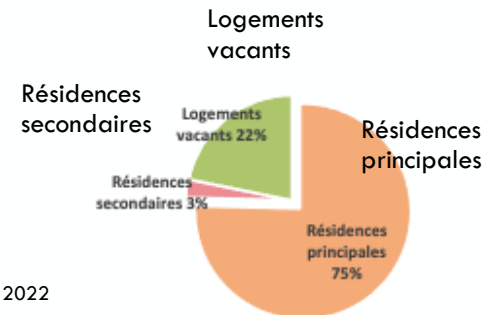
Le taux de logements vacants sur le territoire de la CC Saint-Pourçain Sioule Limagne est de **13%**.



Source : Contrat territorial rural de relance et de transition écologique 2023

Montluçon, Prémilhat

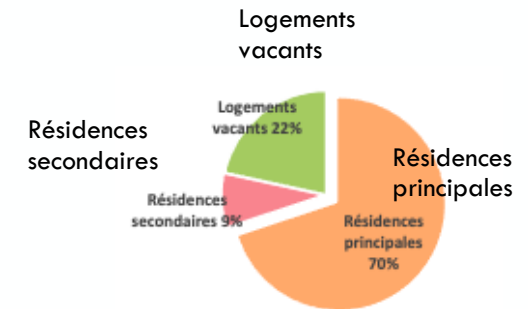
Le taux de logements vacants sur les communes de Montluçon et de Prémilhat est de **22%**.



Source : INSEE 2022

Vichy

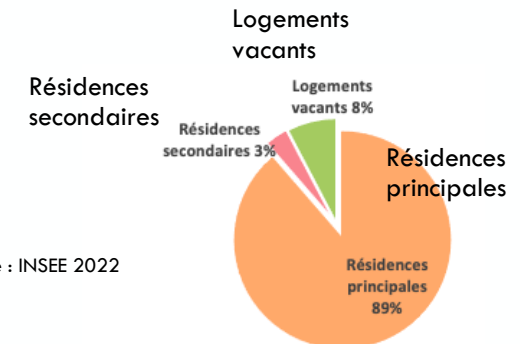
Le taux de logements vacants sur la commune de Vichy est de **22%**.



Source : INSEE 20

Clermont-Ferrand

Le taux de logements vacants sur la commune de Clermont-Ferrand est de **8%**.



Source : INSEE 2022